

International

VERS UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE EUROPÉENNE ? POUR UNE APPROCHE PROGRESSISTE ET TRANSFORMATRICE

Aline Burni, Laetitia Thissen

05/03/2024

Alors que l'Europe se trouve confrontée à une des crises sécuritaires majeures de son histoire, le moment est opportun pour transformer son action extérieure en y appliquant les principes féministes. Compte tenu de la nature supranationale et intergouvernementale de l'UE, une politique étrangère féministe à son échelle permettrait d'accélérer la promotion de l'égalité de genre. Dans ce rapport en partenariat avec la FEPS, la Fondation Friedrich-Ebert et la Feminist Foreign Policy Progressive Voices Collective (FFPPVC), Aline Burni et Laetitia Thissen analysent les opportunités et les défis liés à l'établissement, à l'échelle européenne, de liens plus étroits entre action extérieure et politiques d'égalité, et formulent un ensemble de recommandations politiques.

Ce rapport est une traduction et une mise à jour de celui initialement publié avec GWL Voices en 2023 dans le cadre de la série de contributions « Feminist Framework for "Our Common Agenda" », qui vise à intégrer une perspective féministe au rapport des Nations unies Our Common Agenda.

Table des matières

Résumé

Pourquoi une politique étrangère féministe européenne ?

Qu'est-ce qu'une politique étrangère féministe européenne ?

De la théorie à la pratique

Une politique étrangère féministe européenne est-elle possible ?

Pour un changement de paradigme : recommandations politiques

Annexes

Résumé

L'approche féministe des relations internationales a gagné du terrain dans le monde entier depuis la décision en 2014 de la coalition suédoise des sociaux-démocrates et des verts de l'époque d'adopter explicitement une politique étrangère féministe (PEF). Même si le fait que la PEF se diffuse dans le débat public et attire de plus en plus l'attention des acteurs gouvernementaux est une excellente nouvelle, les efforts mis en œuvre pour concevoir une politique étrangère féministe doivent se poursuivre. Une approche plus ambitieuse, progressiste et transformatrice doit rester au cœur des luttes féministes, celles des organisations de la société civile et des décideurs politiques. L'Union européenne en particulier se doit d'adopter et d'appliquer les principes féministes dans son action extérieure. Compte tenu de la nature supranationale et intergouvernementale de l'UE, une PEF à son échelle permettrait d'accélérer la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des groupes marginalisés à l'échelle mondiale. Alors que l'Europe se trouve confrontée à une des crises sécuritaires majeures de son histoire, le moment est opportun pour transformer son action extérieure. Par ailleurs, l'émergence de politiques étrangères féministes coïncide avec l'engagement politique accru en faveur de l'égalité de genre au niveau européen. Alors que la politique étrangère connaît un tournant féministe, ce rapport a pour objet de réfléchir aux opportunités et aux défis liés à l'établissement, à l'échelle européenne, de liens plus étroits entre action extérieure et politiques d'égalité, puis de formuler un ensemble de recommandations politiques visant à l'instauration d'une véritable politique étrangère féministe.

Les autrices :

Aline Burni est conseillère politique au Tony Blair Institute for Global Change. Elle écrit à titre personnel. Elle a travaillé entre 2022 et 2023 pour la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) à Bruxelles en tant qu'analyste stratégique des relations internationales. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université fédérale de Minas Gerais (Brésil), a été chercheuse invitée à l'Université de New York (NYU) et à l'Université catholique de Louvain (Belgique), ainsi que chercheuse pour le German Development Institute (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik), devenu aujourd'hui le German Institute of Development and Sustainability (IDOS) à Bonn.

Laetitia Thissen est analyste politique sénior pour l'égalité de genre à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), où elle est chargée des travaux relatifs aux droits des femmes, à l'égalité et à la lutte contre les discriminations. Avant de rejoindre la FEPS, elle a travaillé au Comité européen des régions et au Parlement européen. Elle possède un master en études européennes de l'université de Maastricht ainsi qu'un master en études de genre de l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Elle est membre du réseau The Brussels Binder, initiative consacrée à l'amélioration de la diversité de genre dans les débats politiques et visant à mieux faire entendre la

voix des femmes.